

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Covid-19 (France) : Pour respecter un couvre feu, il faut un toit et qu'il soit digne !

samedi 17 octobre 2020, par [DAL 31](#) (Date de rédaction antérieure : 17 octobre 2020).

Alors que l'État engage des mesures hautement restrictives pour les libertés individuelles en instaurant un couvre feu, la préfecture, avec le soutien des mairies de Blagnac et de Toulouse, décide de jeter à la rue des dizaines de familles. À ce jour, aucune solution pérenne n'a été évoquée pour reloger ces personnes. Il en va de même pour les habitants du 36 rue Roquelaine, dont la situation et la promiscuité les exposent de façon dangereuse à la Covid.

Jeudi 15 octobre, le personnel hospitalier défilait dans la rue pour dénoncer le manque de moyens face à l'épidémie. Dans le même temps, l'État annonçait des milliers de renforts dans les rangs de la police. Face à la situation sanitaire qui se dégrade dans la région toulousaine, la préfecture et les pouvoirs locaux ont sciemment décidé de mettre en danger des dizaines de familles en les expulsant des logements temporaires qu'elles occupaient, peu avant le début de la trêve hivernale.

Ces personnes déjà en situation de grande précarité se retrouvent donc en position de vulnérabilité, dans l'urgence et sans accès aux soins, et ce en plein couvre-feu dont l'utilité pour lutter contre l'épidémie est discutable.

La priorité du gouvernement et des pouvoirs publics est donc claire : il faut continuer d'aller travailler en empruntant des transports bondés, quitte à risquer une contamination. Dans le même temps, peu de décisions sont prises pour lutter contre la pauvreté, la précarité et le manque de moyens dans le domaine de la santé !

Comment peut-on exiger de personnes sans logis qu'elles respectent un couvre-feu ?

Quelles solutions les pouvoirs publics mettent-ils sur la table pour reloger ces personnes et ainsi les protéger d'une contamination ? Comment demander à des mal-logés de rester confiner dès 21h dans des appartements insalubres et exiguës ?

Face à une situation sanitaire d'une ampleur inédite, le gouvernement doit cesser sa politique d'exclusion des plus précaires. Le DAL 31 exige :

- l'arrêt immédiat des expulsions
- la réquisition de toute urgence des logements et locaux inoccupés
- des mesures budgétaires : rétablissement des APL, moratoire sur les loyers impayés, création d'un fonds d'aide aux impayés de 2 milliards d'euros

- l'abandon des mesures anti-squat de logements et locaux vacants. Pas de sans-logis en prison !
- De véritables mesures pour lutter contre l'épidémie, une politique cohérente, enfin !

Un Toit c'est un droit ! Couvre-feu ou non ! Covid ou pas !

DAL31

17/10/20
